

Langues de l'Europe. L'expression de toutes les identités nationales coûte peu et apporte des avantages à l'Europe

Le mythe trompeur de l'anglais: ni démocratique, ni rentable

par Michele Gazzola

du « Corriere della Sera », communiqué par ERA

L'interview donnée par Tullio De Mauro au « Corriere della Sera » le 3 novembre a le mérite, entre autres choses, de soulever la question de la langue dans la construction d'une démocratie transnationale européenne.

Certains observateurs supposent que miser sur une langue unique, c'est-à-dire l'anglais, serait le juste choix pour permettre l'émergence d'un espace public européen et d'un sentiment de solidarité continentale.

Il est justifié de se montrer sceptique à ce sujet. La thèse selon laquelle une démocratie a besoin d'une langue commune pour fonctionner, remonte, dans la philosophie moderne, à John Stuart Mill. Il s'agit cependant d'une idée qui n'a pas de valeur générale et qui ne s'est pas révélée adaptée à toutes les circonstances.

Les démocraties ont besoin pour fonctionner d'une communication efficace et inclusive, ce qui ne demande **pas nécessairement une seule langue en commun**. La Suisse montre qu'il est possible d'avoir une démocratie multilingue solide et économiquement luxuriante. Les cas espagnol ou belge montrent au contraire que vouloir imposer une langue nationale contre les autres risque d'engendrer des tensions sociales et politiques.

Dans l'Union Européenne l'anglais est la langue **maternelle** d'environ **13%** des citoyens. **L'anglais n'est donc pas, et ne peut être une langue « neutre » comme le fut le latin médiéval ou l'espéranto, n'en déplaise à ceux qui croient dans le « globish »**. Dans une Europe anglophone, le locuteur natif de l'anglais jouirait d'avantages indiscutables, et, à bien des égards, **inacceptables**. Un exemple? La position hégémonique de l'anglais en Europe rapporte au Royaume Uni environ un point de PIB par an, résultat de l'économie réalisée sur les dépenses d'enseignement des langues étrangères, et sur les traductions, et celle-ci permet aux pays d'Outre-Manche d'attirer plus facilement que d'autres Etats européens du personnel hautement qualifié et des étudiants. La prééminence de cette langue au niveau européen comporte en outre de nombreux **avantages stratégiques** dans la communication internationale. Environ 40% des porte-parole sortants de l'ancienne commission étaient de langue maternelle anglaise, plus de trois fois le pourcentage des anglophones natifs de l'Union.

De façon plus générale il y a une question fondamentale d'inclusion, et de participation démocratique derrière le thème de la langue, dans le processus de construction d'une fédération européenne, et personne n'a jamais éclairci de quelle façon la promotion de l'anglais comme langue unique profiterait à la cause de la démocratie continentale et à la solidarité entre les peuples. S'il suffisait d'une langue unique comme l'anglais pour nous rendre « plus européens » les Britanniques devraient déjà être les plus grands soutiens de l'Europe unie.. 56% des Allemands et 51% des Grecs déclarent avoir une connaissance **au moins scolaire** de l'anglais, mais cela n'a pas empêché qu'à l'occasion du déclenchement de la crise de la dette dans la zone euro ait surgi une méfiance profonde et réciproque entre les opinions publiques des deux pays.

Diverses études montrent au contraire que **l'usage prédominant de l'anglais** comme langue unique en Europe pour les affaires politiques et économiques **fait obstacle à la construction d'une véritable démocratie européenne** plus qu'il ne la favorise. **De fait l'anglais est une langue très bien sue seulement pour une infime minorité de citoyens européens. Malgré des décennies d'enseignement dans les écoles, seuls 7 à 8% de la population européenne de langue maternelle autre que l'anglais déclare avoir une connaissance très bonne de cette langue,**

c'est-à-dire une compétence linguistique adéquate pour participer aux activités politiques dans une démocratie anglophone. Il n'y a pas de grande différences entre les générations, alors que que la connaissance **tend à se concentrer chez les citoyens européens appartenant aux franges les plus instruites de la population, et aux professions aux revenus les plus élevés.** En somme une politique monolingue créerait des inégalités entre les Etats-Membres et entre les couches sociales, alimentant des sentiments d'éloignement envers les institutions européennes.

La politique multilingue de l'UE, le respect des diversités et la diffusion d'un enseignement de diverses langues européennes dans les écoles et universités, au contraire, rendent possible une gestion plus efficace et inclusive de la communication transnationale européenne. On ne doit pas se laisser abuser par la perspective d'une immense et improbable agora transnationale. Les Européens continuent et continueront longtemps à vivre et travailler à l'intérieur des frontières géographiques et mentales des états nationaux. La situation typique qu'on observe en pratique n'est pas celle d'un Calabrais qui débat d'austérité fiscale avec un Slovaque, mais celle d'un Calabrais qui discute avec un habitant de Campanie des effets que la rigueur fiscale allemande a sur l'économie italienne. Avoir des informations en italien sur ce qui se passe dans les institutions à Bruxelles ou Francfort et savoir un peu d'allemand, dans ce cas, est ce qui peut servir (est utile).

Au printemps dernier, les principaux candidats à la présidence de la Commission Européenne ont tenu des débats télévisés, selon les circonstances, en français, anglais, allemand, et de tels débats ont été souvent traduits en simultané vers les autres langues de l'Union, dont l'italien.

Hélas il n'arrive pas de signes encourageants de l'école italienne. La politique linguistique adoptée en 2008 par le ministre Gelmini a introduit le soi-disant « anglais renforcé » dans les collèges, c'est-à-dire de prélever des heures de deuxième langue communautaire, pour augmenter le montant des heures consacrées à l'anglais. Il s'agit là d'une politique à abandonner, car elle fait obstacle au développement des compétences multilingues.

Investir sur des langues telles que l'allemand ou le français est stratégique non seulement pour des raisons liées à la construction européenne, dont on a déjà parlé, mais également pour des raisons commerciales. En premier lieu, l'Allemagne et la France sont les principales destinations des exportations italiennes. En outre, l'anglais n'est pas la seule langue qui soit bien rémunérée sur le marché du travail européen, en Italie la connaissance de l'allemand et du français, en termes de rendement individuel, rapporte plus en pourcentage que celle de l'anglais, ce qui advient justement parce qu'il s'agit de compétences plus rares et donc mieux rémunérées.

Il va sans dire que **le problème** n'est pas l'anglais en soi, **mais l'hégémonie d'une langue officielle de l'Union sur les autres.**

Les institutions européennes nées après la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont justement **été créées dans l'intention de neutraliser les poussées hégémoniques d'un pays sur les autres** en déléguant certains pouvoirs aux institutions supranationales communes qui représentent tous ses Etats-membres. Le multilinguisme institutionnel n'est rien d'autre que le corollaire linguistique de cette idée. A ceux qui objectent que garantir la communications dans les 24 langues officielles de l'Union revient trop cher, on fera remarquer que **le multilinguisme ne coûte aux contribuables que 0,0085% du PIB de l'ensemble des 28 états-membres, moins de 1% du budget des institutions européennes, et à peine plus de deux euros par an pour chaque citoyen.** Il est difficile d'affirmer (de considérer) qu'il s'agit de coûts insupportables, en particulier si on les compare aux coûts de l'inégalité d'une Europe monolingue.

Michele Gazzola est docteur en recherche de gestion de la communication multilingue à l'Université de Genève, et chercheur « Marie Curie » en économie linguistique à l'Université Humboldt de Berlin, où il dirige un projet sur les politiques linguistiques et la justice linguistique dans l'UE.